

Sommaire

Avant-propos — 7

I. Le racisme d'en haut — 17

L'immigré et la loi du consensus — 19

Les raisins sont trop verts — 27

Sept règles pour aider à la diffusion
des idées racistes en France — 33

La loi et son fantôme — 39

L'État et la canicule — 45

À propos du voile islamique : un universel
peut en cacher un autre — 49

Modeste proposition pour le bien des victimes — 53

Racisme, une passion d'en haut — 57

L'introuvable populisme — 63

À propos de la liberté d'expression — 67

La haine de l'égalité — 71

II. La non-démocratie en Amérique — 81

La surlégitimation — 83

Le 11 septembre et après : une rupture
de l'ordre symbolique ? — 93

De la guerre comme forme suprême
du consensus ploutocratique — 105

Les fous et les sages : réflexions sur la fin
de la présidence Trump — 115

Les trente inglorieuses

III. Les présents incertains — 121

Interpréter l'événement 68: politique, philosophie, sociologie — 123

Élection et raison démocratique — 145

Mai 68 revu et corrigé — 151

Occupation: le sens d'un mot et celui d'une pratique — 155

Nuit Debout: désir de communauté ou invention égalitaire? — 169

Les vertus de l'inexplicable: à propos des Gilets jaunes — 181

Au-delà de la haine de la démocratie — 187

Défaire les confusions servant l'ordre dominant — 211

Intervention devant l'assemblée des cheminots — 223

Une bonne occasion? Réflexions au temps du confinement — 225

Avant-propos

Ce livre rassemble des interventions publiées ou prononcées entre 1991 et 2021. Découper cet espace de trente années est évidemment un choix quant au sens donné à notre histoire récente. 1991 est l'année où parut un livre qui fit grand bruit, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*. Au lendemain de l'effondrement de l'empire soviétique, Francis Fukuyama annonçait le règne mondial de la démocratie libérale. Son livre traduisait le sentiment plus largement partagé que l'ère des idéologies et des conflits meurtriers qu'elles engendraient était passée : on était entré dans l'âge du réalisme où la considération dépassionnée des problèmes objectifs engendrerait un monde apaisé. C'est ce qu'on appela chez nous *consensus*.

Trente ans après, il est aisé de constater la faillite de ces prophéties. Ce ne sont pas seulement les nouvelles guerres ethniques et les fanatismes religieux réveillés qui sont venus contrarier l'expansion mondiale du consensus libéral. C'est lui-même qui s'est retourné en son contraire, ou plutôt qui a révélé sa vérité avec l'invraisemblable scénario de la dernière élection américaine : le président de la « plus grande démocratie du monde » déclarant que les résultats de l'élection n'étaient pas ce qu'ils étaient et lançant des hordes de fanatiques à l'assaut du Capitole. À la même époque, la vieille Europe voyait un peu partout

Les trente inglorieuses

les partis d'extrême droite occuper le devant de la scène et leurs idées s'imposer très largement dans les sphères du gouvernement, des médias et de la classe intellectuelle.

Les quinze textes réunis dans les deux premières parties de ce livre suivent les étapes de ce retournement – c'est-à-dire aussi de cet accomplissement – du réalisme consensuel. En suivant ce fil, j'ai dû prendre mes distances avec une manière aujourd'hui en faveur de scander le temps présent : celle qui voit régulièrement s'ouvrir, sous l'effet d'événements d'exception, des ères radicalement nouvelles. Ce fut d'abord l'effondrement des tours du World Trade Center le 11 septembre 2001 qui fut interprété comme coupure symbolique nous faisant basculer dans une ère nouvelle. Plus récemment, la pandémie du coronavirus fut analysée comme moment de rupture des équilibres mêmes entre l'homme et la nature, commandant un changement radical de paradigme civilisationnel. Dans les deux cas pourtant on a pu constater combien le « monde d'après » ressemblait au monde d'avant. La violence du terrorisme islamiste ou celle du virus ont été gérées comme des agressions de l'extérieur auxquelles les gouvernements des communautés frappées ont réagi en utilisant les moyens de protection déjà en œuvre dans l'ordinaire du consensus : renforcement du sentiment identitaire, de l'État sécuritaire et de l'autorité absolue des experts. Le traitement de l'exception a été conforme à la règle. Ce qui ne veut pas dire que nous vivons dans un « état d'exception » mais, au contraire, que le fonctionnement régulier de la machine dominante a pu traiter de la même manière toutes perturbations, petites ou grandes : une attaque terroriste comme la baisse d'un indice boursier, une pandémie comme une manifestation de rue.

C'est donc ce fonctionnement « régulier » de la machine consensuelle dont mes interventions ponctuent les manifestations et les effets. Elles montrent que le consensus n'est aucunement la paix qu'il promettait. Il est bien plutôt la carte du territoire sur laquelle se tiennent de nouvelles formes de guerre. Il n'est pas indifférent que le premier texte dans l'ordre chronologique soit consacré à la première intervention américaine en Irak. Avant même que ne paraisse le livre chantant le triomphe mondial du libéralisme, le déluge de feu déversé par ses armées montrait en quoi consistait ce triomphe : l'identification absolue du fait et du droit, de l'expansion sans limite de la puissance et d'une justice que George Bush Jr, au moment de la seconde invasion de l'Irak, appellerait « infinie ». Qui se souvient de la façon dont cette justice se démontra à coups de mensonges empruntés à l'arsenal propagandiste des pouvoirs dits totalitaires (les cadavres des nourrissons arrachés à l'hôpital et abandonnés sur le sol gelé, puis les armes de destruction massive pointées vers les capitales occidentales) comprendra mieux comment cette séquence du « libéralisme » à la conquête du monde a pu trouver son achèvement avec les déluges de mensonges au nom desquels Donald Trump lança ses troupes militantes à l'assaut du siège de la représentation américaine.

Telle est la logique du consensus. Il proclame sa paix qui a pour cœur l'identification du pouvoir de la richesse avec l'absolu du droit. Il déclare abolies les anciennes divisions du conflit politique et de la lutte des classes. Il ne connaît plus du même coup qu'une seule forme d'altérité, l'altérité de celui qui est dehors, qui est absolument autre : empire du mal contre lequel toute violence est légitime ou victime absolue dont on s'approprie le droit sans limite.

C'est d'une manière plus lente, plus sophistiquée, que le consensus a développé chez nous ses effets.

Les trente inglorieuses

Non pas comme l'affirmation de la mission planétaire de la grande nation, mais comme la simple adhésion au cours nécessaire des choses. Cette adhésion, empruntée au thème marxiste de la nécessité historique, s'est simplement reconvertie en consentement au *no alternative* de la révolution néoconservatrice. Un moment fort de ce retournement eut lieu lors de la grève de 1995 contre la réforme des retraites. À cette occasion, on vit tout un pan de l'intelligentsia de gauche seconder le gouvernement de droite en attaquant ces ouvriers rétrogrades qui défendaient égoïstement leurs privilèges archaïques au détriment des exigences objectives de l'économie globale et de la solidarité qu'elles imposaient. Cet « archaïsme » des travailleurs en lutte se trouva alors tout naturellement assimilé aux nostalgies de l'extrême droite identitaire et raciste. Et l'on composa une même figure négative, le « populisme », expression supposée d'un bas peuple dépassé par la modernité. C'est ainsi que se scella l'alliance des représentants de la puissance financière et des représentants de la science et de l'opinion éclairée.

Ce combat des lumières nouvelles contre l'arriération « populiste » devait seulement emprunter des voies tortueuses. Pour lutter contre l'arriération et contre sa figure la plus visible, le racisme, nos gouvernements ont en effet prétendu lui enlever ses armes en montrant qu'ils s'occupaient mieux qu'elle de lutter contre l'ennemi qui nourrissait sa passion : l'immigration, terme générique dans lequel étaient résumés tous les problèmes posés par la population venue par des voies diverses des anciennes colonies. Ainsi furent prises un certain nombre de mesures qui, sous couleur d'ôter à l'extrême droite son cheval de bataille, renforçaient continûment la figure de l'Autre inassimilable qu'elle brandissait. Ainsi s'est constituée, sous couleur de lutte contre

un racisme sale, la figure « propre » de ce que j'ai proposé d'appeler racisme d'en haut : un racisme à double détente où le mépris affiché des gens bien nés pour la plèbe arriérée se double d'une fascination d'abord discrète mais aujourd'hui étalée au grand jour pour le racisme sans complexe qu'on lui attribue. La figure prétendument neutre de l'État sécuritaire, protégeant la population contre la menace toujours proche – crise économique, récession, épidémie, canicule, immigration clandestine ou terrorisme islamiste –, n'a cessé, par son fonctionnement même, de renforcer cette haine nue de l'Autre qu'elle prétendait désarmer. Le consensus « raisonnable » sur l'adhésion à la simple nécessité des choses s'est ainsi accompli comme économie passionnelle de la peur, de l'exclusion et de la haine.

Mais cet accomplissement lui-même n'a pu se parfaire que grâce au renfort qui lui est venu d'ailleurs, de ceux-là mêmes qui prétendaient dénoncer l'ordre consensuel. L'un des aspects les plus marquants de ces trente inglorieuses est en effet l'apport décisif apporté aux pouvoirs de droite et aux idéologies d'extrême droite par de larges secteurs d'une intelligentsia de gauche qui a transformé ses espérances déçues en un formidable ressentiment contre tout ce qui les avait nourries. J'ai mentionné déjà comment la foi marxiste en la nécessité historique et la dénonciation des classes attachées à un passé révolu s'étaient transformées en armes intellectuelles contre les travailleurs en lutte pour la défense des acquis sociaux. Ce fut ensuite la notion providentielle de « néolibéralisme » qui permit de faire porter la responsabilité de l'absolutisation du pouvoir capitaliste à la liberté « sans entraves » réclamée par les jeunes révoltés écervelés de mai 1968 et plus généralement à l'aspiration démocratique à une liberté et une égalité assimilées au simple désir de consommer toujours plus. On vit alors bien des

Les trente inglorieuses

ardeurs révolutionnaires déçues se reconvertir en militantisme « républicain » de l'éducation citoyenne contre les excès fatals de l'individualisme démocratique. Ces excès de l'individualisme démocratique allaient cependant vite prendre un visage bien spécifique, celui de la jeune lycéenne musulmane porteuse du foulard, contre lequel fut brandi un signifiant républicain maître : la laïcité. Celle-ci avait longtemps signifié la neutralité de l'école publique en matière de religion. Elle se voyait maintenant conférer un sens nouveau : celui d'une vertu que les individus devaient manifester dans leur habillement sous peine de se désigner comme étrangers à la communauté républicaine. Ainsi le racisme distingué des hommes de pouvoir et le racisme vulgaire des extrêmes droites purent-ils s'unir dans la même exaltation de l'idéal républicain. La haine de l'égalité qui habitait les premiers et la haine nue de l'Autre qui agitait les seconds purent se fondre en un amalgame qui finit par faire du militant anticapitaliste ou antiraciste et du tueur intégriste une seule et même figure, désignée par nos ministres musclés d'un nom emprunté à l'arsenal intellectuel républicain : l'islamo-gauchiste.

Ces trente années ont ainsi vu l'accomplissement de la contre-révolution intellectuelle qui a soit rejeté, soit retourné en leur contraire toutes les valeurs progressistes traditionnelles. Le consensus a pourtant échoué à accomplir ce qui est son principe même : s'imposer comme la seule réalité, définir seul le temps et l'espace de la vie commune. À la « justice infinie » des armées américaines ou à l'expansion haineuse de l'ordre consensuel ont répondu des mouvements en sens inverse : des soulèvements démocratiques partis de ces lieux périphériques où l'autorité de pouvoirs dictatoriaux semblait établie sans conteste (Iran d'Ahmadinejad, Tunisie de Ben Ali, Égypte de

Mubarak) et dont la dynamique reflua vers les capitales occidentales avec les occupations de la Puerta del Sol à Madrid ou de Zuccotti Park à New York avant de se diffuser vers la Grèce ou la France, Istanbul, Hong Kong, Santiago et bien d'autres lieux. À chaque fois, l'occupation d'un espace a créé un temps spécifique interrompant la reproduction du temps de la domination. On connaît le destin de ces mouvements, les uns directement réprimés par la violence d'État, d'autres lentement détournés au profit d'autres forces, d'autres simplement incapables de s'installer dans la durée. Certains esprits critiques en ont tiré argument pour reprendre les vieilles antiennes de la révolte infantile, opposée à l'ordre adulte de la politique raisonnable, ou de la spontanéité sans programme, opposée aux calculs à long terme de la stratégie révolutionnaire. C'était là deux manières commodes de régler la question de la temporalité politique. L'opposition rebattue de la spontanéité et de la stratégie occulte en effet ce que les mouvements d'occupation des places ont remis au grand jour : le conflit politique n'est pas seulement une opposition de forces dotées de volontés divergentes ; il est une opposition de mondes – un monde de l'égalité et un monde de l'inégalité –, impliquant des manières différentes de construire un temps et un espace communs. Les mouvements des places n'ont duré que quelques semaines ou quelques mois. Mais ils ont rappelé que le temps de la « politique adulte » – celui de l'ordre représentatif – n'est que la reproduction d'un système de domination clos sur lui-même. Et c'est aussi dans ce temps clos, le temps de l'ennemi, que s'inscrivent les prétendues stratégies du long terme. Celles-ci, il est vrai, se sont longtemps appuyées sur une croyance forte : la croyance que ce temps des dominants était lui-même inclus dans un temps plus fondamental : celui d'une évolution historique qui

Les trente inglorieuses

détruirait les dominations mêmes qu'elle avait suscitées, d'un développement des forces productives qui finirait par enterrer la classe bourgeoise qui les avait déchaînées. Or, si quelque chose s'est signifié avec force dans l'effondrement du bloc soviétique et dans la destruction des métropoles industrielles de l'Occident, c'est bien la faillite de cette croyance. Le temps ne travaille plus – il n'a, à dire vrai, jamais travaillé – pour transformer l'inégalité en égalité. L'inégalité et l'égalité sont deux mondes en affrontement dans tout présent, le premier toujours déjà là avec ses mécanismes bien huilés, le second perpétuellement à reconstruire. C'est cette nudité du conflit des mondes que les adultes raisonnables ou rancuniers ont voulu oublier de deux manières : les uns en transformant la nécessité révolutionnaire en simple nécessité de l'ordre existant ; les autres en exerçant leur ressentiment contre toutes les valeurs auxquelles la foi historique avait servi de support.

Les mouvements éphémères des places occupées ont seuls été assez conséquents pour prendre acte de ce que l'Histoire ne travaillait ni pour ni contre personne et pour s'efforcer de construire sans son aide un espace et un temps des égaux, au risque d'éprouver pratiquement les contradictions que d'autres refoulaient dans le consentement béat au *no alternative* ou dans les aigreurs du ressentiment infini. Ils ont ainsi éprouvé la contradiction d'une pratique de lutte – occupation –, empruntée au temps de l'usine et à l'arsenal du combat ouvrier, mais désormais orpheline de ce qui lui donnait force : la puissance du collectif ouvrier rassemblé par le système même de la domination, le pouvoir de ce collectif sur les outils de cette domination et l'anticipation d'un monde nouveau du travail émancipé. Ils ont dû transférer cette anticipation effective d'un monde d'égalité dans l'espace de la rue et sous la forme fragile de l'assemblée fraternelle, au

risque de ramener le combat égalitaire au simple désir de communauté égale, traduit par ce mot *consensus* que les militants des places occupées ont bizarrement emprunté au lexique de l'ennemi pour en faire leur propre mot d'ordre. La troisième partie du livre essaie de réfléchir sur ces contradictions internes de mouvements qui, en dépit de leurs limites, ont seuls su ouvrir des brèches dans l'ordre consensuel.

Deux mots pour finir sur la composition de ce volume. Il comprend un certain nombre de textes qui avaient d'abord paru dans le volume *Moments politiques* copublié en 2009 par La Fabrique et par Lux. Mes ami(e)s de La Fabrique ont souhaité les reprendre en y ajoutant des interventions qui couvrent les douze années suivantes. J'ai alors pensé qu'il fallait, non point ajouter de nouveaux exemples de « moments politiques » aux anciens, mais les ordonner d'une manière dynamique comme réflexion sur les processus qui ont construit notre présent divisé. À cette fin j'ai aussi délibérément choisi de mélanger deux sortes d'interventions : des textes courts qui essaient de ponctuer la singularité d'un événement, et des textes plus longs qui essaient d'en saisir l'enchaînement et plus encore de réfléchir sur la manière même dont nous les nommons et les interprétons. Je ne puis à ce sujet mieux faire que de rappeler ce que j'affirmais il y a douze ans : « Il n'y a pas la théorie d'un côté et, de l'autre côté, la pratique chargée de l'appliquer. Il n'y a pas non plus d'opposition entre la transformation du monde et son interprétation. [...] Il y a des textes, des pratiques, des interprétations, des savoirs qui s'articulent les uns sur les autres et définissent le champ polémique dans lequel la politique construit ses mondes possibles¹. »

1. *Moments politiques*, Lux/La Fabrique, 2009, p. 14.